

Toulouse, le 29 janvier 2021

M. le directeur,

Dans la presse, depuis quelques jours, s'étale l'affaire que nous connaissons tous.

Nous sommes dans notre rôle quand nous vous alertons sur les conséquences de cet éclatement médiatique.

Votre message aux agents du département, pour le moins laconique et certainement dicté par la direction générale, a pour seule vocation d'imposer le silence aux agents, avec un rappel aux règles déontologiques. C'est très loin de ce que nous attendons.

Nous attendons de notre hiérarchie un soutien sans faille aux missions exercées et une vigilance accrue sur les conséquences de cette campagne médiatique aujourd'hui nationale.

Nous attendons une expression en direction des agents choqués par une affaire qui éclabousse l'image de notre administration.

Nous attendons de la part du premier responsable de la DRFiP un rappel sur la qualité, l'honnêteté, la probité des agents et la reconnaissance du travail effectués par les collègues au quotidien.

Nous attendons une riposte sans faille de l'administration si des contribuables s'emparent de ce sujet pour critiquer des positions administratives ou justifier leurs actes délictueux par exemple.

Nous attendons que vous renouveliez votre confiance aux centaines d'agents qui œuvrent au quotidien à l'exercice de leurs missions, qu'elles soient de recouvrement d'assiette ou de contrôle.

Nous attendons de vous une prise de position claire par rapport aux media qui tenteraient un amalgame entre cette affaire et le fonctionnement de notre DGFIP.

Nous attendons de vous que les leçons de cette affaire soient tirées par la réflexion sur la chaîne de commandement qui a abouti à cette affaire.

Nous attendons de vous de la clarté, du soutien, de l'honnêteté et non un simple rappel aux règles déontologiques.

Nous attendons de vous la mise en place d'un recensement régulier des éventuelles incivilités des contribuables sur ce sujet et la mise en place d'une fiche de signalement pour chacune d'elles.

Certes l'administration a déclenché l'article 40 et quoi de plus normal ? Mais nous tenons malgré tout à relever que le terme générique « l'administration » a bon dos parce que, sauf erreur de notre part, c'est ailleurs qu'à la DRFiP 31 que cela s'est fait. Et votre responsabilité va au-delà tant pour le soutien que vous devez aux agents que pour la vérité que vous devez aux citoyens.

Encore une fois, nous dénonçons le fait que vous ayez choisi, par votre communication, de culpabiliser les agents qui oseraient parler plutôt que de les soutenir.

Signé : les secrétaires des sections Solidaires Finances publiques 31 et CGT Finances publiques 31